

Le soja contre la vie

Lettre d'info n°3 – Février 2007

BRAVO et MERCI :
Grâce à vous, la campagne a réuni
plus de 100 000 signatures !

L'heure du bilan !

Les raisons d'être de la campagne

Interpellés par nos partenaires d'Amérique du Sud sur l'impact souvent dramatique de la culture du soja sur les communautés rurales et les paysans, le CCFD, la Confédération paysanne, le Réseau Agriculture Durable, le Réseau Cohérence et le GRET ont lancé début 2006 la campagne de sensibilisation et de plaidoyer « Le Soja contre la vie », en lien avec 10 organisations sud-américaines, et avec le soutien de 22 autres organisations françaises.

La culture du soja en Amérique du Sud, principalement destinée à nourrir les élevages intensifs, en particulier en Europe (élevages volailles, porcs et bovins), est encouragée par des filières agroalimentaires de plus en plus intégrées mondialement. Pour maximiser leurs profits, les élites locales et les multinationales intensifient sans cesse les modes de production. L'utilisation massive de semences OGM résistantes aux herbicides renforce encore les impacts négatifs. Les populations locales en souffrent, l'environnement aussi...

Cette campagne interpelle des acteurs majeurs de cette expansion : les entreprises Cargill et Louis-Dreyfus, qui achètent et transforment le soja, ainsi que le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, qui en approuvant des prêts de la SFI (Société Financière Internationale, filiale de la Banque Mondiale pour les prêts au secteur privé) aux entreprises de la filière soja, contribue à l'expansion de cette culture.

Nous demandons à ces acteurs d'être responsables de leurs actes, alors que les impacts négatifs de l'expansion du soja sont largement documentés aujourd'hui.

Cette campagne n'est pas une campagne contre la culture ou l'utilisation de soja mais contre les dérives d'un modèle agro-industriel incitant à une concentration et une spécialisation qui semblent sans limites. Le soja en Amérique du Sud (Brésil, Argentine, Paraguay, Bolivie, Uruguay..) est emblématique d'un modèle agricole que nous dénonçons, et qui concerne également d'autres cultures (palmier à huile, canne à sucre etc.). La campagne défend les droits des communautés rurales pauvres, et réclame plus de soutiens pour l'agriculture familiale diversifiée afin que vivent d'autres modèles agricoles en Amérique du Sud comme en Europe.



**Pollution des sols, expulsion
des paysans, déforestation...**



1. EN FRANCE, L'OPINION PUBLIQUE A REPONDU A NOTRE INTERPELLATION

Plus de 100 000 signatures ont été obtenues en 10 mois, adressées au Ministre français de l'Economie et des finances et aux entreprises Cargill et Louis-Dreyfus Négoce. Ce succès témoigne de la préoccupation grandissante des Français à propos des impacts sociaux et environnementaux de nos choix économiques et de consommation.

Les réseaux des organisations partenaires de la campagne se sont activement mobilisés, de même que **le CMR et le MRJC**, associés à la campagne : **plus de 250 événements** ont été organisés dans toute la France, rassemblant agriculteurs, militants associatifs et grand public. De nombreux **échanges ont eu lieu avec des agriculteurs français** interpellés ou mobilisés sur ces thèmes, et engagés dans la recherche de pratiques alternatives en matière d'élevage (alternatives au soja, et désintensification de l'élevage).



L'opinion publique a montré qu'elle **exige plus de responsabilité sociale des entreprises (RSE)**, comme en témoignent les résultats d'un sondage réalisé par BVA pour le CCFD en octobre 2006 : 90% des Français considèrent que la question de la RSE devrait être plus présente dans les débats politiques en vue des élections présidentielles et législatives de 2007.



2. DE LEUR COTE, LES ACTEURS IMPLIQUES PRETENT ATTENTION AUX CRITIQUES MAIS N'ASSUMENT PAS LEURS RESPONSABILITES

Nous avons envoyé de nombreux courriers aux entreprises **Cargill et Louis-Dreyfus Négoce**, entreprises qui achètent et transforment le soja, et au **Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie**, qui contribue à l'expansion de cette culture en approuvant des prêts de la SFI (Société Financière Internationale, filiale de la Banque Mondiale pour les prêts au secteur privé) aux entreprises de la filière soja. Nous leur demandons d'être responsables de leurs actes, alors que les impacts négatifs de l'expansion du soja sont aujourd'hui largement documentés tant par les mouvements sociaux, les organisations de solidarité, de défense des droits, et de défense de l'environnement, que par des instituts de recherche ou même par la direction de l'évaluation de la Banque Mondiale (indépendante).

> **Cargill nie toujours l'importance des impacts négatifs**

En ciblant entièrement sa réponse sur la défense de la culture du soja en Amazonie, Cargill ignore les autres interpellations de la campagne.



- **Environnement** : Cargill minimise l'ampleur de la déforestation en Amazonie, soulignant que la culture du soja ne représente que 0,6% du biome amazonien et respecte les lois forestières. C'est oublier l'augmentation constante et rapide du rythme de la déforestation (+25% par an). Ainsi dans l'Etat amazonien du Parà, 15.000 ha ont été déforestés en 2002, et 28.000 ha en 2004, tandis que la culture du soja est passée de 69.000 ha en 2004 à 80.000 ha en 2005. Par ailleurs l'entreprise nie être associée à la déforestation illégale, mais paradoxalement, sous la pression de la campagne internationale de Greenpeace, elle s'est engagée en juillet 2006 avec les autres acteurs de la filière soja au Brésil à un moratoire de 2 ans sur l'achat de soja dans les zones illégalement déboisées de la forêt amazonienne. Ce moratoire obtenu par Greenpeace et par des organisations brésiliennes est un pas important pour freiner la déforestation en Amazonie. Mais il n'apporte aucune réponse quant aux autres écosystèmes, qui sont les principales zones de culture du soja : le Cerrado brésilien (savanes arborées), la Pampa argentine, aujourd'hui recouverts de soja à perte de vue, et les nouvelles zones d'expansion du soja : forêts du Chaco argentin, forêt paraguayenne.

- **Impacts sociaux** : Cargill « oublie » de répondre à nos interpellations sur les impacts sociaux négatifs soulevés par la culture intensive de soja : perte d'emplois ruraux, concentration accrue des terres... L'entreprise préfère souligner les bénéfices de la filière sur l'économie et la création d'emplois pour les populations pauvres. *« l'Amazonie est aussi le foyer de plus de 23 millions d'individus [...] dont de nombreuses populations indigènes. C'est l'une des régions les plus pauvres au Brésil et dans le monde, et il y a une nécessité évidente d'économie responsable et de développement social. Le développement économique est la solution à long terme pour protéger à la fois les peuples d'Amazonie et l'environnement, ce que la pauvreté interdit. [...] Nous aidons les agriculteurs locaux en leur fournissant des semences et d'autres denrées essentielles aux récoltes, et en ouvrant de nouveaux marchés pour leur production [...] Notre investissement génère une nouvelle activité économique à Santarem et à Belterra ».* Cependant les producteurs de soja dans ces régions sont surtout des investisseurs du sud du Brésil, venus cultiver le soja à grande échelle, ayant contribué à chasser les petits cultivateurs qui se trouvaient là, en ne créant que très peu d'emplois dans la filière. Ainsi, 75% des populations de l'Amazonie vit en milieu urbain, souvent dans des conditions de grande précarité, car l'exode rural y est très fort par manque d'emploi dans les zones rurales.

> **Louis-Dreyfus Négoce se dégage de ses responsabilités**

L'entreprise, par l'intermédiaire du conseiller personnel de son PDG Robert Louis-Dreyfus, seule personne avec laquelle nous ayons pu échanger jusqu'à aujourd'hui, reconnaît oralement les méfaits du soja sur le plan social et environnemental, mais **se dégage de toute responsabilité**. Cependant le fait d'acheter et transformer 8.000 tonnes de soja par jour au Brésil, et 12.000 tonnes par jour en Argentine, constitue pour nous un encouragement à la production. En outre, bien que l'entreprise ne cultive pas directement de champs de soja, elle a des liens directs avec les cultivateurs par le biais de prêts, conseils technologiques, etc., qui soutiennent directement la production du soja.

> **Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie : réforme des normes de la SFI**

La SFI a cessé de financer directement les acteurs du soja depuis plusieurs mois, le dernier financement approuvé remontant à 2005. La mobilisation internationale et la pression exercée par différentes campagnes en Amérique du Sud et en Europe, dont la campagne « Le Soja contre la vie » en France, ont certainement joué un rôle dans cette suspension de fait. Cependant aucune déclaration ou moratoire sur les financements à destination des acteurs de l'expansion du soja n'a été relatée.

Par ailleurs, les pouvoirs publics français ont approuvé la réforme des normes sociales et environnementales de la SFI en février 2006, alors que ces normes constituent un recul, laissant aux entreprises qui sollicitent un prêt le soin de mener à bien elles-mêmes les études d'impact. Suite à une requête de la campagne, la France a demandé qu'une évaluation de la mise en œuvre des nouvelles normes soit réalisée par la SFI, un an après leur adoption.

Le ministre de l'Economie et des Finances refusant de nous rencontrer malgré les 100 000 signatures réunies, nous poursuivons notre interpellation en élargissant notre problématique au modèle agricole et au soutien à l'agro-industrie (en particulier les agro-carburants).



Malgré nos demandes répétées, aucun des acteurs interpellés ne nous a présenté de données chiffrées sur les bénéfices supposés de ces monocultures intensives et agro-exportatrices pour la population et le développement local.

> **Quel souveraineté des Etats d'Amérique du Sud ?**

Comme le Ministère, les entreprises se retranchent derrière la souveraineté des Etats d'Amérique du Sud, qui ont fait le choix de développer la filière soja, et auxquels il reviendrait de fixer des cadres afin de limiter les éventuelles conséquences négatives. Cependant, si les gouvernements d'Amérique du Sud ont fait ces choix, c'est largement pour répondre aux exigences des institutions financières internationales qui depuis les années 70 les pressent de libéraliser et de miser sur les filières agro-exportatrices afin de rembourser la dette publique.



3. SUITES DE LA CAMPAGNE : LA POURSUITE DES MOBILISATIONS EN EUROPE ET EN AMERIQUE DU SUD

> EN FRANCE ET EN EUROPE : Renforcer la pression

Même si la campagne d'opinion publique est terminée en France, les organisations membres vont poursuivre leurs engagements sur ce thème. Nous nous mobiliserons particulièrement :

- **auprès des entreprises** : pour poursuivre l'interpellation et le dialogue direct avec les entreprises, afin qu'elles reconnaissent les faits et leur responsabilité et que des mesures permettant de lutter contre les impacts négatifs soient identifiées. Des rencontres proposées par Louis-Dreyfus Négoce auprès de leurs filiales en Argentine et au Brésil sont à l'étude.
- **auprès des pouvoirs publics sur la responsabilité sociale des entreprises** : le CCFD est impliqué dans la *Coalition Européenne pour la Responsabilité des Entreprises*, créée en 2006, pour interpellier l'Union Européenne et ses membres afin d'obtenir des réglementations plus contraignantes en matière de Responsabilité sociale et environnementale des entreprises.
- **auprès du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie**, pour que l'évaluation de la mise en œuvre des nouvelles normes soit menée à bien de manière satisfaisante.
- **sur la Politique agricole et commerciale européenne** : le « bilan de santé » de la PAC prévu pour début 2008, et la reprise des négociations commerciales entre l'UE et le MERCOSUR, seront l'occasion d'exiger une réduction et une régulation plus stricte des importations européennes de soja, pour répondre à deux préoccupations : d'une part, ne plus encourager en Amérique du Sud l'expansion d'une culture qui a des impacts aussi graves sur les droits humains et le développement durable ; d'autre part, réduire la dépendance excessive de l'Europe à l'égard de ces importations de protéines pour l'alimentation animale.
- **à l'occasion de la campagne électorale pour les présidentielles et législatives en 2007**, les ONG de solidarité interpellent les candidats sur leurs choix et programmes sur ces questions.

> La Confédération Paysanne se mobilise sur les agro-carburants : la campagne "Le soja contre la vie" fait écho à la mobilisation de la Confédération paysanne sur le thème des énergies renouvelables et à sa réflexion sur la vocation énergétique de l'agriculture. Dans un premier temps, l'Europe et la France, malgré les investissements actuels, ne pourront développer une production domestique suffisante pour faire face à leurs objectifs d'incorporation d'agro-carburants. Les importations de carburants issus du soja, de la canne à sucre et du palmier à huile devraient augmenter. Les agro-carburants participeront-ils à la lutte contre l'effet de serre ? Quelles politiques mettre en œuvre pour répondre au défi énergétique ? Comment concilier production alimentaire et énergétique ? Pour répondre à ces questions, la Confédération Paysanne a organisé mi-novembre **un colloque « Energies et agriculture paysanne »**. Ses conclusions réaffirment l'impact néfaste de la logique industrielle actuelle sur l'environnement. L'agriculture paysanne, elle, est économe, autonome, respectueuse de l'environnement et participe au développement local. Elle a les moyens d'être productrice d'énergie et peut contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Elle suppose une désintensification des pratiques et une diminution de la dépendance aux transports. Enfin, l'agriculture paysanne est beaucoup moins consommatrice d'énergie motrice, d'engrais chimiques et de pesticides, et donc moins nocive pour l'environnement. Les nouvelles énergies seront le thème principal du prochain **Salon International de l'Agriculture** (3 au 11 mars 2007). Une occasion de se mobiliser pour interpellier les acteurs politiques et les professionnels sur les choix dans ce domaine.

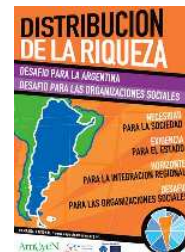


> **EN AMERIQUE DU SUD** : Les mobilisations locales se renforcent face à une situation qui s'aggrave.

L'expansion du soja se poursuit avec son lot de violations des droits humains et de dégradations de l'environnement. Face à cette situation, les mobilisations des organisations de la société civile se renforcent et se coordonnent au niveau régional.

Argentine

Le programme concerté Mercosur va s'engager dans une action d'ampleur sur le thème de la souveraineté alimentaire et de l'accès à la terre, à partir de l'exemple du soja. Une nouvelle campagne sur ce thème sera lancée en Argentine début 2007 par le **MOCASE** (*Mouvement des paysans de Santiago del Estero*) et **INCUPO** (*Institut de Culture Populaire*). Dans ce cadre, une campagne d'affiches de sensibilisation, ainsi que des émissions de radio et des conférences seront organisées.



Brésil.

Depuis 1998, la campagne « Pour un Brésil sans OGM », animée par l'**AS-PTA** (*Conseils et services en appui à l'agriculture alternative*) a réussi à bloquer la libéralisation commerciale des produits transgéniques, sauf pour le soja dont la culture GM a été approuvée exceptionnellement par le Président Lula en 2003. Malgré cette exception, la culture du soja GM n'a connu une expansion significative que dans l'état du Rio Grande do Sul. Cet état est devenu un terrain d'observation privilégié des impacts de la culture de soja OGM : or entre 1996 et 2004, avec l'expansion du soja GM, les applications d'herbicide y ont augmenté de 47%, ce qui fournit des arguments pour lutter contre la progression de la monoculture intensive de soja OGM et encourager le développement de l'agriculture familiale diversifiée et biologique.

La **Via Campesina Brésil** s'est mobilisée en 2006 contre la production illégale par Syngenta de 300 hectares de maïs et soja transgéniques en bordure du Parc National d'Iguaçu, classé Patrimoine Naturel de l'Humanité par l'UNESCO. Suite à ces mobilisations, le gouverneur de l'Etat du Parana a déclaré l'expropriation des terres et répondu favorablement à la demande de la *Via Campesina* pour la création d'un Centre de recherche pour l'agro-écologie sur ces terres.



Plus largement, de nombreuses initiatives des partenaires s'opposent à la monoculture. Ainsi au Brésil le **MST** (*Mouvement des Sans-Terre*) et la **Commission Pastorale de la Terre (CPT)** s'engagent dans des campagnes de sensibilisation des travailleurs ruraux sur les impacts négatifs et les dangers socioéconomiques et environnementaux de la monoculture (soja, eucalyptus, canne à sucre...).

Les initiatives visent également à promouvoir concrètement les pratiques d'agriculture alternative. Ainsi l'**Articulation Nationale d'Agro-écologie (ANA)** au Brésil développe des initiatives locales pour des pratiques d'agriculture familiale diversifiée (valorisation des semences locales, gestion de l'eau et des sols, protection de l'environnement), stimule les échanges de savoir-faire entre agriculteurs et mène un travail de plaidoyer pour des politiques publiques favorables à l'agriculture agro-écologique. L'ANA a organisé en juin 2006 la 2^{ème} Rencontre nationale d'agro-écologie, avec 1.800 participants de tout le pays.

La **FETRAF** (syndicat d'agriculteurs familiaux) au Brésil poursuit ses efforts pour la mise en place de filières commerciales alternatives, en Amérique du Sud ou en Europe, pour le soja non OGM issu de l'agriculture familiale.

Paraguay

Une mobilisation internationale, notamment relayée par le CCFD, s'est mise en place pour exiger un jugement impartial des responsables de la mort du petit Silvino Talavera, 11 ans, décédé à la suite d'épandages de produits toxiques sur des cultures de soja. Les parties civiles ont fait appel du jugement condamnant à trois ans de prison le producteur de soja incriminé.

Une marche a récemment rassemblé 20.000 paysans, et de nombreux débats départementaux et nationaux impulsés par les organisations paysannes (dont la **FNC**, *Fédération Nationale des Paysans*) et environnementalistes ont permis une prise de conscience plus importante de l'opinion publique.



Outre le soutien financier apporté par les organisations de la campagne à ces mobilisations en Amérique Latine, la campagne française, et les nombreux articles de presse écrite, radio et télévision sortis en France sur le sujet du soja, leur apportent un soutien indirect : grâce à la pression de l'opinion internationale, les défenseurs des droits en Amérique du Sud se sentent moins isolés et sont légitimés chez eux, leur parole est plus écoutée notamment dans la presse. Le débat s'est installé, la vigilance est accrue, leur travail a de meilleures chances d'aboutir.

Dans les prochains mois, les organisations de la campagne vont poursuivre leur soutien aux initiatives en cours en Amérique du Sud, et à de nouvelles mobilisations en préparation : lutte contre les violations des droits, soutien au développement d'alternatives auprès des communautés rurales et des agriculteurs, appui au plaidoyer pour d'autres politiques publiques en Amérique du Sud. Le dialogue et la coordination entre les différentes organisations de la région seront particulièrement favorisés.

Mobilisation internationale contre le soja :

Les 7 et 8 décembre le CCFD a organisé à Paris un **séminaire international Europe - Amérique Latine sur le soja**. Plus de 75 représentants d'organisations de 14 pays y ont échangé pour actualiser leurs analyses sur les impacts de l'expansion du soja, les perspectives, et les stratégies d'action. Il en ressort, pour les organisations de la campagne et leurs partenaires d'Amérique du Sud ayant participé au séminaire, des axes renouvelés de travail sur cet enjeu, resitués dans une analyse plus globale sur l'expansion des monocultures intensives (palmier à huile, canne à sucre etc.), et élargie au nouvel enjeu du développement des agro-carburants (éthanol, diester, etc.)



Plus d'information :
www.sojacontrelavie.org

